



Département de la
Seine-Maritime

D.2017.05/11

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/06/2017

Publication : 01/06/2017

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 29 MAI 2017

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	24
Nombre de Pouvoirs	8
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **1^{er} juin 2017**.

L'an deux mille dix-sept, le **29 mai** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 22 mai, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS**, Gérard **DELAHAYS**, Karine **LOUISET**, Marie-Christine **BASSET (à partir délib4)**, Stéphanie **ONFROY**, Juliette **LOZACH**, Liliane **HIPPERT (à partir délib4)**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Jérôme **DUBOST**, Gilles **BELLIÈRE**, Nordine **HASSINI (à partir délib4)**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Dominique **THINNES** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Gilbert **FOURNIER** donne pouvoir à Jean-Luc **GONFROY**
Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Pascal **LEFEBVRE**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Emmanuel **DELINEAU**
Nada **AFIOUNI** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

Absent

Gilles **LEBRETON**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 29 mai 2017

2017.05/11

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC AVEC LA SOCIETE SOPIC NORD

Mr Daniel FIDELIN, Maire. – La société SOPIC NORD a signé un compromis de vente pour le terrain situé 1 rue des Verdiers et cadastré section AZ n°461 d'une contenance de 1 500 m². L'entreprise a pour projet l'installation d'une activité de restauration qui complétera l'offre du cinéma. Dans le cadre du permis de construire et pour répondre aux obligations d'accessibilité des Personnes à Mobilité Réduite (PMR), la société SOPIC NORD devra aménager une rampe extérieure.

Au vu de la complexité d'aménagement du terrain de par sa forme et son dénivelé, cette rampe ne peut se débiter qu'à l'extérieur de la parcelle pour respecter le degré de pente toléré jusqu'à la plateforme devant l'entrée du futur commerce. Cet aménagement se situera sur un espace public qui correspond aux accotements de l'avenue du Président Wilson. Sans cet aménagement, le permis de construire ne pourra être accepté.

Il est proposé que Monsieur le Maire signe une convention d'occupation du domaine public et ainsi autoriser SOPIC NORD à aménager une partie du domaine public. La convention a pour objet de définir :

- la nature des aménagements, travaux et ouvrages que la société est autorisée à entreprendre,
- la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement,
- la mise à disposition et l'occupation de cette parcelle
- les modalités d'entretien et de gestion des aménagements et ouvrages réalisés,
- les responsabilités liées à la conception, à l'exécution des travaux, et à l'entretien des aménagements.

En contrepartie de cette mise à disposition, la société SOPIC NORD assurera la maîtrise d'œuvre et l'investissement lié aux aménagements et au paysagement ainsi que leurs entretiens, et s'acquittera d'une redevance pour l'implantation d'une rampe PMR au tarif de 9€/m²/an.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération modificative de la redevance d'occupation du domaine public pour les rampes pour personnes à mobilité réduite du 12 décembre 2016

CONSIDERANT que l'accessibilité PMR ne peut se faire entièrement sur la parcelle cadastrée section AZ n°461 mais qu'il est nécessaire d'occuper une partie du domaine public situé aux abords de l'avenue du Président Wilson

CONSIDERANT l'avis favorable à l'unanimité de la commission municipale « développement économique » réunie le 10 mai 2017,

VU le rapport de M. le Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'autoriser M. le Maire** à signer la convention d'occupation du domaine public avec la société SOPIC NORD ainsi que ses annexes ;

Imputation budgétaire

Exercice 2017

Budget principal

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ par le Conseil Municipal.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



Le Maire,